

No. 38357

**France
and
Madagascar**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Madagascar intended to settle the financial consequences of nationalization and expropriation measures taken between 1975 and 1978 by the Government of Madagascar relating to properties and interests belonging to French companies or private individuals. Paris, 1 October 1998

Entry into force: *29 November 2001 by notification, in accordance with article 6*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 9 April 2002*

**France
et
Madagascar**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar destiné à régler les conséquences financières des mesures de nationalisations et d'expropriations prises entre 1975 et 1978 par le Gouvernement de Madagascar à l'égard de biens et intérêts appartenant à des sociétés ou particuliers français. Paris, 1 octobre 1998

Entrée en vigueur : *29 novembre 2001 par notification, conformément à l'article 6*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 9 avril 2002*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR
DESTINÉ À RÉGLER LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES
MESURES DE NATIONALISATIONS ET D'EXPROPRIATIONS PRISES
ENTRE 1975 ET 1978 PAR LE GOUVERNEMENT DE MADAGASCAR À
L'ÉGARD DE BIENS ET INTÉRÊTS APPARTENANT À DES SOCIÉTÉS
OU PARTICULIERS FRANÇAIS**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar, ci-après dénommés les "Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique et financière entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour le développement des investissements étrangers, et notamment français, à Madagascar ;

Considérant que la protection des investissements français permet de promouvoir les transferts de capitaux et de technologie, dans l'intérêt du développement économique de Madagascar ;

Considérant que la protection des investissements français repose sur un traitement juste et équitable, et notamment sur un traitement non moins favorable que celui accordé à d'autres investisseurs ;

Considérant que les mesures de nationalisation ou d'expropriation doivent donner lieu au paiement d'une indemnité juste et adéquate ;

Considérant que les Parties contractantes sont signataires de la Convention du 18 mars 1965 sur le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Pour l'application du présent Accord :

- le terme de "société française" désigne toute personne morale établie sur le territoire de Madagascar, y possédant ou non son siège social, et contrôlée directement ou indirectement par des personnes morales ou physiques possédant la nationalité française ;

- le terme "particulier français" désigne toute personne physique de nationalité française ou ses ayants droit, soit propriétaire à titre individuel ou en indivision, soit associée de sociétés de personnes.

Article 2

Les biens, titres, droits et intérêts des sociétés françaises nationalisés au titre de l'ordonnance no 76-020 bis du 25 juin 1976 instituant le monopole de l'Etat malgache en mat-

ière d'achat, de transport, de stockage, de transformation et de distribution des produits pétroliers font l'objet d'une indemnisation juste et équitable, conformément au droit international.

Le Gouvernement de la République de Madagascar et les sociétés françaises concernées peuvent s'accorder jusqu'au 31 décembre 1998 par protocole fixant les conditions générales de l'indemnisation. A défaut de la signature d'un tel protocole avant le 31 décembre 1998, le Gouvernement de la République de Madagascar accepte le recours inconditionnel à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I).

Article 3

Les biens, titres, droits et intérêts des sociétés françaises nationalisés au titre des ordonnances no 76-020 du 25 juin 1976, no 76-026 des 25 juin 1976 et 9 juillet 1976, no 76-040 du 4 décembre 1976, no 76-052 du 29 décembre 1976, no 77-042 du 16 juillet 1977 et no 78-011 du 5 mai 1978 font l'objet d'une indemnisation juste et équitable, conformément au droit international.

Le Gouvernement de la République de Madagascar et les sociétés françaises concernées peuvent s'accorder jusqu'au 30 juin 1999 par protocole fixant le montant de l'indemnité et ses modalités de versement. A défaut de la signature d'un tel protocole avant le 30 juin 1999, le Gouvernement de la République de Madagascar accepte le recours inconditionnel à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I).

Article 4

Dans l'hypothèse où la convention de Washington instituant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I) ne serait pas applicable entre la France et Madagascar, le Gouvernement de la République de Madagascar accepte pour l'application des articles 2 et 3 du présent accord, de soumettre les différends à un tribunal ad hoc, constitué selon le règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

Article 5

Les divers outils de production liés à la mise en valeur des biens par des particuliers français ayant fait l'objet d'une nationalisation dans le cadre des ordonnances no 76-040 du 4 décembre 1976 et no 78-011 du 5 mai 1978 font l'objet d'une indemnité globale et forfaitaire versée par le Gouvernement malgache au Gouvernement français, à charge pour ce dernier d'en assurer la répartition auxdits particuliers.

Le montant de l'indemnité globale et forfaitaire s'élève à 27 000 000 Francs français, ce montant est versé au plus tard le 31 décembre 2001 au compte du Trésor français ouvert dans les écritures de la Banque de France et couvre l'ensemble des demandes qui pourraient être présentées par les particuliers français. Ce montant a été agréé pour tenir compte de la

volonté des Parties contractantes d'aboutir à une solution globale et définitive et ne saurait être invoqué à d'autres fins d'évaluation d'indemnisations.

Article 6

Chacun des deux gouvernements s'engage, sous réserve de l'exécution par l'autre gouvernement des obligations qui lui incombent, à ne présenter ni soutenir, auprès de l'autre gouvernement ou devant une instance arbitrale ou judiciaire, les revendications éventuelles de ses ressortissants relatives à des biens, droits et intérêts visés dans le présent Accord.

Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux biens, titres, droits et intérêts ayant fait, antérieurement à la date d'effet du présent texte, l'objet de transactions à la date du présent Accord, sous réserve que lesdites transactions aient été exécutées dans tous leurs aspects.

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet le jour de réception de la dernière notification.

Fait à Paris, le 1er octobre 1998, en deux exemplaires originaux.

Pour le Gouvernement de la République française :

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Pour le Gouvernement de la République de Madagascar :

TANTELY RENÉ GABIO ANDRIANARIVO

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MADAGASCAR FOR THE PURPOSE OF SETTLING THE FINANCIAL CONSEQUENCES OF THE NATIONALIZATION AND EXPROPRIATION MEASURES TAKEN BY THE GOVERNMENT OF MADAGASCAR BETWEEN 1975 AND 1978 RELATING TO THE PROPERTY AND INTERESTS BELONGING TO FRENCH COMPANIES OR PRIVATE INDIVIDUALS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Madagascar, hereinafter referred to as the "Contracting Parties",

Wishing to strengthen the economic and financial cooperation between the two States and to establish conditions favourable to the development of foreign investment, in particular French investment, in Madagascar,

Considering that the protection of French investments will promote transfers of capital and technology in the interests of the economic development of Madagascar,

Considering that the protection of French investments shall be based on fair and equitable treatment, in particular on treatment no less favourable than that accorded to other investors,

Considering that the nationalization or expropriation measures should give rise to the payment of fair and adequate compensation,

Considering that the Contracting Parties have signed the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States of 18 March 1965,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of the implementation of this Agreement:

The term "French company" means any body corporate which is established in the territory of Madagascar, whether or not its registered place of business is in Madagascar, and which is directly or indirectly controlled by a body corporate or an individual having French nationality;

The term "French private individual" means any individual having French nationality or the beneficiary thereof, whether the sole or a joint owner or associated with a partnership.

Article 2

Fair and equitable compensation, in accordance with international law, shall be paid in respect of the property, securities, rights and interests of French companies nationalized un-

der order No. 76-020 bis of 25 June 1976 establishing the monopoly of the Malagasy State over the purchase, transport, storage, processing and distribution of petroleum products.

The Government of the Republic of Madagascar and the French companies concerned may, until 31 December 1998, reach agreement by means of a protocol establishing the general conditions for compensation. If no such protocol is signed by 31 December 1998, the Government of the Republic of Madagascar shall agree to unconditional recourse to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) for arbitration.

Article 3

Fair and equitable compensation, in accordance with international law, shall be paid in respect of the property, securities, rights and interests of French companies nationalized under orders No. 76-020 of 25 June 1976, No. 76-026 of 25 June 1976 and 9 July 1976, No. 76-040 of 4 December 1976, No. 76-052 of 29 December 1976, No. 77-042 of 16 July 1977 and No. 78-011 of 5 May 1978.

The Government of the Republic of Madagascar and the French companies concerned may, until 30 June 1999, reach agreement by means of a protocol establishing the amount of compensation and the modalities for the payment thereof. If no such protocol is signed by 30 June 1999, the Government of the Republic of Madagascar shall agree to unconditional recourse to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) for arbitration.

Article 4

In the event that the Washington Convention establishing the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) is not applicable between France and Madagascar, the Government of the Republic of Madagascar shall, for the purposes of the implementation of articles 2 and 3 of this Agreement, agree to submit any disputes to an ad hoc tribunal, established in accordance with the rules of the United Nations Commission for International Trade Law governing arbitration.

Article 5

A comprehensive lump sum shall be paid by the Malagasy Government to the French Government as compensation for the various production tools linked to the development of property by French individuals which were nationalized under orders No. 76-040 of 4 December 1976 and No. 78-011 of 5 May 1978, on the understanding that the French Government is responsible for the distribution of the compensation to the said individuals.

The amount of the comprehensive lump sum paid in compensation shall be 27 million French francs. That amount shall be paid into the account of the French Treasury opened in the Banque de France no later than 31 December 2001 and shall cover all claims which may be submitted by French private individuals. That amount has been agreed upon to take account of the desire of the Contracting Parties to reach a comprehensive final settlement and may not be invoked for other purposes in the evaluation of compensation.

Article 6

Each of the two Governments undertakes, subject to the discharge by the other Government of the obligations incumbent on it, not to submit to, or support vis-à-vis, the other Government or before an arbitration or judicial court, any claims by its nationals concerning the property, rights and interests referred to in this Agreement.

The provisions of the preceding articles shall not apply to property, securities, rights and interests which were the subject, prior to the date on which this Agreement takes effect, of transactions as of the date of this Agreement, provided that those transactions have been carried out in all their aspects.

Each Party shall notify the other Party when it has completed the internal formalities required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the date of receipt of the last notification.

Done at Paris, on 1 October 1998, in two original copies.

For the Government of the French Republic:

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

For the Government of the Republic of Madagascar:

TANTELY RENÉ GABIO ANDRIANARIVO

